

SPECIAL

LE MONDE

# libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 204 SEPTEMBRE 1974 - Prix 2F

éditorial

## le fascisme est là ?

Au lendemain de la tuerie de cinq années dont l'enjeu était nous disait-on l'abolition du fascisme, notre journal tirait l'un de ses articles : « Hitler victorieux. »

Il n'était pas besoin d'être prophète pour faire entendre un pareil cri.

Il suffisait de se souvenir d'un passé proche, de la déclaration de guerre, de la politique des Paul Reynaud, Edouard Daladier, Léon Blum qui ne faisaient que reprendre à son compte celle du dictateur d'outre-Rhin.

Il suffisait d'ouvrir les yeux sur le présent, sur la neutralité bienveillante des « démocraties » pour Franco et Salazar (les compères du Führer et du Duce) en attendant les accords financiers et politiques de la France et du monde avec les chefs d'Etat qu'une justice élémentaire aurait mis au ban de l'humanité.

Il suffisait, partant de ces constatations présentes et passées, de prévoir où elles pouvaient nous conduire : au fascisme, pour la destruction duquel venaient d'être sacrifiés cinquante millions d'hommes.

Aujourd'hui nous y sommes dans ce fascisme.

Nous l'avons fait régner au Vietnam où, pour essayer des abus, l'amiral d'Argenlieu faisait bombardier Haiphong.

Nous l'avons fait régner en Algérie où les bourreaux de la villa Susini égalaient (et se vantaient de dépasser) les tortionnaires de Buchenwald et de Dachau.

Comme une gangrène il gagne l'Europe :

En Allemagne c'est le parti nazi qui se reconstitue avec l'arrogance que donne l'impunité, c'est un ancien S.S. qui peut poursuivre en justice Mme Klarsfeld (coupable de l'avoir démasqué) et obtenir son emprisonnement.

En Italie, c'est là aussi une justice à plat ventre devant la dictature, c'est Pinelli défenestré par les soins de ce que l'on appelle l'ordre, c'est Valpreda (anarchiste) embastillé pour un crime commis par les fascistes, c'est Feltrinelli suicidé par la police, c'est enfin Marini condamné à douze ans de prison pour ne pas s'être laissé assassiner par les spadassins du fascisme.

A Chypre, c'est tout un peuple livré aux militaires, qui ne règnent que par la terreur et l'assassinat.

Aux U.S.A. c'est une guerre perpétuelle, poursuivie aux quatre points cardinaux, sous le prétexte de la paix à sauvegarder. C'est la mégalomanie de dirigeants qui veulent faire de leur nation le chien de garde de la planète.

Quant à notre douce France et aux sentiments dont elle se targue, quant à notre douce France fournisseuse d'armes et pourvoyeuse de toutes les guerres, elle ne dépare pas le concert d'infamies dans lequel elle tient sa partition, en dépit de ses déclarations hypocrites et de ses palinodes.

Qu'il vous souvienne de 1968 où les policiers assassinaient les enfants et violaient les femmes dans les commissariats. Et, sans évoquer un passé, même proche, aujourd'hui, sous nos yeux, ne voit-on pas emprisonner un homme, pour un enlèvement dont il n'est pas prouvé qu'il soit l'auteur, et dont la seule charge relevé contre lui jusqu'à ce jour, est de l'avoir surpris en train d'adresser en Espagne un journal qui relatait l'information.

Aujourd'hui, malgré les condamnations de la violence auxquels nos dirigeants font grimace de croire, ne voit-on pas comment sont traités les objectifs de conscience, et le grignotement d'une loi arrachée par Lecoin, au péril de sa vie ? Ne voit-on pas l'armée dépouiller les paysans et toutes les forces travailleuses du pays, pour satisfaire à ses débordements et à ses soifs de destruction. Après les camps militaires de Canjuers, dans le Var, et d'Albion, dans le Vaucluse, c'est le Larzac, après l'île Longue, en Bretagne, c'est la Mothe Heray, dans les Deux-Sèvres.

Partout nous sommes menacés, partout le fascisme relève la tête.

Là où il n'est pas implanté, l'arbitraire et la tyrannie préparent son règne.

Eh bien, devant un tel état de fait, devant l'avenir d'un univers où il n'y aura plus place que pour des esclaves et des tyrans, il importe de réagir pendant qu'il y a encore des hommes libres ; il importe de ne pas laisser un nouveau Moyen Age recouvrir le monde comme un suaire et condamner l'humanité à des siècles de silence.

Pour cela, il faut regrouper toutes les forces dignes du nom d'homme et mener le combat pour la paix et la liberté alors qu'il en est encore temps.

F. P. 25'20



# 12 ans pour Marini

## amis lecteurs

Il y a un an, au même moment, nous sortions un n° spécial sur le conflit « Lip ». Cela s'imposait comme s'impose aujourd'hui ce numéro dont les titres méritent que nous mettions sous presses ce Monde Libertaire.

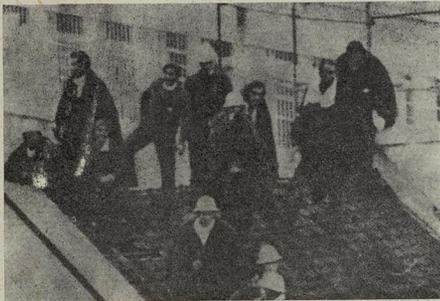
Quatre pages c'est peu sans aucun doute. Mais l'équipe du journal a jugé opportun de sortir un tel numéro afin d'informer les lecteurs sur les graves événements de ces dernières semaines et d'éviter une trop longue coupure entre les mois d'août et d'octobre. Bien entendu, le mois prochain vous retrouverez le journal avec sa pagination et ses chroniques habituelles.

Quatre pages aussi pour ne pas trop compromettre notre équilibre financier très malmené ces temps-ci par les hausses. Néanmoins, malgré nos difficultés et grâce au soutien que vous voulez bien consentir à notre publication, nous sommes persuadés qu'il était nécessaire de faire entendre notre voix et maintenir avec vous des échanges que nous voudrions plus rapprochés.

Les Administrateurs :  
Roland Bosdeveix - François Garcia

P.S. Les souscriptions des mois de Juillet-Aout-Septembre seront inscrites dans le prochain numéro du Monde Libertaire.

abonnement au Monde Libertaire-France : 6 numéros : 15 F - 12 numéros : 30 F Etranger : 6 numéros : 19 F - 12 numéros : 38 F à adresser à Librairie Publico 3, rue Ternaux, 75011 Paris - Tel : 805-34-08 compte chèque postal Paris : 11289-15



# mutinerie dans les prisons

PAR MAURICE JOYEUX

Depuis le début de l'été la colère gronde dans les prisons ! Mutinerie... I, clame la presse. La compassion, les bons sentiments, le lyrisme, l'indignation, la colère dégoûtée à flot, de la plume des journalistes, ravivés de cette aubaine qui leur permet de combler le vide traditionnel de la période des vacances.

Le gouvernement s'affole, le ministre de la Justice tend les bras devant la télévision donnant l'image d'un Christ de pacotille crucifié, le ministre de l'Intérieur bombe le torse pour donner un aspect viril à ses chairs molles, le président de la République visite certains établissements alors que quinze jours de mitard lui en aurait été plus profitables ! Devant le citoyen ahuri un pas de quatre se déroule. On humanise les prisons, on donne l'ordre de tirer, on palabre ! En un mot, et sauf votre respect, c'est la merde. Bien sûr, on a nommé une dame pour s'occuper de la condition pénitentiaire mais je doute que même avec le concours d'une autre dame chargée de la condition féminine, elle puisse obtenir des résultats substantiels. Tous les bordels de France n'y suffiraient pas.

La mutinerie ne concerne pas simplement les détenus. C'est tout le monde particulier de la prison, gardiens et prisonniers qui réagissent les uns par rapport aux autres, qui sont collés les uns aux autres et qui malgré l'antagonisme qui les opposent se fondent dans cette collectivité que constitue le milieu pénitentiaire. Chacun d'entre eux joue un rôle à la dimension de son personnage dans cette tragédie que constitue la mutinerie !

On a beaucoup parlé des prisons ces dernières semaines ! Des gens bien intentionnés, d'autres qui le sont moins. Tous ont en commun de parler de ce qu'ils ignorent. Des hommes, prisonniers ou gardiens, ont également parlé ! Non pas du principe qui les rassemble de part et d'autres, de la barricade, mais de leurs conditions particulières dans l'univers concentrationnaire.

Mais rassurez-vous je n'ai pas l'intention de vous refaire le récit de ce que vous avez déjà lu dans la presse. Je veux seulement vous faire part de quelques pensées qui permettent de réfléchir sur ce problème de la condition pénitentiaire que j'ai eu l'occasion d'observer de près...

D'abord une constatation. Il n'existe pas de solution à la détention pénitentiaire ! Celle-ci fait partie du système. Meux elle en est son complément logique, inéluctable ! Elle remonte à la nuit des temps. Elle colle à lui au même titre que l'armée et la religion. Et cette complémentarité est tellement évidente que l'armée a ses prisons militaires et la religion ses cellules de pénitence. Tout système d'autorité, de hiérarchie, de différenciations de classes pour se continuer suppose parmi d'autres appareils de répression, une prison, que dis-je, exige

une prison. Le militaire, le flic, le juge, le prêtre, le patron, le gardien de prison sont les multiples états d'une civilisation de classes. Retirez-en un et tout le système s'effondre. Celui que nous subissons depuis des millénaires a sa logique propre. Le pénitencier est le reflet de la société à qui il sert d'outil. Il varie comme varient les implications du régime, encore que la France est l'exemple d'un régime « libéral », où la détention est des plus rigoureuses.

Entre le gardien et le prisonnier, il y a le règlement. En période normale et par un accord qui n'est pas définitif mais qui relève de la logique des choses, une interprétation de ce règlement est acceptée par les uns et les autres et, à partir du caractère des hommes en présence, les règles sont appliquées, non pas à la lettre mais dans leur esprit. Et quel que soit le régime de tolérance ou de dureté du pénitencier. Ainsi les rapports entre les prisonniers politiques et leur gardiens nazis illustrent cette constatation ! Lorsque tout va mal c'est la mutinerie pour les uns, la grève pour les autres. Même lorsqu'ils découvrent l'intérêt de faire bloc (comme ce fut le cas dernièrement) l'antagonisme qui les oppose éclate au grand jour. Le prisonnier réclame plus de liberté, le gardien plus de sécurité. Et le ballet commence !

La mutinerie même lorsqu'elle prétend appuyer sa justification dans les conditions d'existence que le pénitencier impose, a toujours ses sources dans une situation extérieure à la prison ; dans mon livre « Mutinerie à Montluc » j'ai expliqué comment une situation extérieure m'avait, en 1941, permis de créer un climat qui rendit possible la mutinerie, et les particularités du premier de l'An furent somme toute secondaires. Pour bien comprendre ce phénomène il faut connaître l'atmosphère débilante qui pèse sur les hommes parqués dans la détention.

L'ennui, l'uniformité, la crasse intellectuelle maculent les hommes, tous les hommes, gardiens ou prisonniers, comme la saie macule les murs, comme l'odeur attaque les narines. La prison est infecte comme la société dont elle est le reflet.

Autrefois, une fois condamné, le prisonnier était complètement coupé de l'extérieur. Plus de visite d'avocat, plus de visite de famille. Ce fut une période que j'ai bien connue où le détenu ne reculait pas devant les punitions les plus dures pour se procurer un morceau de journal. Alors on ne se mutinait pas, on s'évadait. La mutinerie restera une exception sauf dans les prisons militaires, où parmi la chiourme des galères où les contacts extérieurs plus fréquents permettaient l'information. Autrefois également le personnel n'était pas syndiqué. Dans sa prison il vivait en marge de la population et même du personnel des autres administrations.

Aujourd'hui les conditions ont changé. Dans le monde de l'ennui

l'information a pénétré, apportant au prisonnier comme au gardien l'exemple de ce mouvement qui leur était interdit. Le gardien est devenu un fonctionnaire comme un autre qui aspire à la protection, à la considération et qui entend discuter de sa condition. Les mutineries en chaîne, comme les grèves, est née de cette évolution qui a introduit l'information. Les prisonniers comme leurs gardiens aspirent à autre chose, à être traité autrement, à partir de revendications qu'ils considèrent comme légitimes. Parmi eux, qu'ils en soient conscients ou pas, il existe des hommes qui veulent jouer un rôle, sortir de l'ennui et de l'uniformité. Bien sûr ils avancent d'autres revendications plus terre à terre, mais ce n'est pas l'essentiel !

L'humanité qui représente gardiens et prisonniers est en tout point comparable (même si ça doit faire hurler les honnêtes gens) à la nôtre. Même si les malins, les salauds, les braves types le sont un peu plus qu'ailleurs ! Parmi les détenus, je parle dans la vie commune à l'intérieur de la détention, vous avez des riches et des pauvres. Parmi les gardiens, vous avez des brutes et des braves gens et croyez-moi, je sais de quoi je parle. Mais comme partout ailleurs, le caractère des hommes relève du milieu qui ne crée pas les caractères acquis mais les exaspère ! En prison j'ai connu des négociants habiles en toutes choses rares et interdites, des hommes généreux, des hommes fiers, des hommes sers. J'ai connu ce que la société vous donne à connaître dans une prison, dans une caserne, dans un H.L.M., des hommes, qui malgré la déformation du milieu restent un échantillon de notre société.

Les récentes mutineries m'ont dérouter ! J'ai participé à deux mutineries, celle de Montluc qui a réussi celle de Vanciac qui a échoué ! Quel fut le but de ces mutineries ? Partir ! Dans « Mutinerie à Montluc », j'ai écrit : « L'acte que nous avons accompli était inutile et essentiel. Briser les portes, échapper à toute domination, telles sont les raisons qui nous ont poussés en avant. » La mutinerie débouche sur la dignité humaine et non pas sur une ration de soupe plus consistante, qui de toute manière sera remise en question au hasard des circonstances. La mutinerie, ne s'agit pas, la mutinerie casse la porte qui est le symbole et qui ouvre sur la liberté. Le mutin sera repris. Dans la majeure partie des cas, il le sait et le châtiment sera exemplaire et ça, il le sait également. Mais après, dans la liberté provisoirement arrachée et non octroyée, il ne sera jamais plus le même, et quelle que soit la destinée qui l'attend, la mutinerie restera un grand tournant de son existence.

Le gouvernement qui a eu peur va faire les gestes qui apaisent, et chacun la conscience satisfaite se tournera vers d'autres problèmes. Pourtant rien ne s'est changé et la prison restera celle de Suède ou

celle de Russie, celle de la démocratie ou celle du fascisme, au hasard de la conjoncture. Les problèmes ne se règlent qu'en allant au fond. Le délit crée la loi qui crée le prisonnier, la loi protège le système qui suscite le délit, le système avec ses inégalités crée une morale qui justifie la loi. Le cercle se referme. Il n'y a pas de solution au pénitencier dans un système d'inégalité. Le pénitencier est une des verrues d'une société de classes. D'une tout autre société nous diront certains moralistes ? Peut-être ! Mais ce n'est pas sûr, ce n'est pas démontré ! Une autre société peut, peut-être, supprimer le pénitencier, essayer tout au moins, une société de classes est obligée de vivre éternellement avec ce chancre collé à son flanc. Et c'est si vrai, que les prisonniers, les délinquants eux mêmes appliquent entre eux une parodie de justice qui a pour but d'atténuer les conflits nés des différenciations qui existent entre eux.

Les prisonniers se sont mutinés, ils ont eu raison ! Les gardiens ont revendiqué, ils ont eu raison ! Les honnêtes gens se sont indignés, ils ont eu raison ! En attendant qu'une circonstance oblige le système capitaliste à changer de cap, on va humaniser le pénitencier, par fait ! Les bonnes sœurs laïques ou religieuses préparent la rédemption du délinquant, ah ! les bonnes âmes ! Le mouvement est la vie et même lorsqu'on pédale dans le vide, on

se donne l'impression réconfortante d'avancer !

Pour des raisons qui sont d'ailleurs les mêmes, la société de classes continuera à produire des prisonniers et à recruter des gardiens qui sur le fond sont les mêmes produits de la société de différenciation et que le hasard aura poussés d'un côté ou de l'autre de la porte percée d'un guichet et auquel l'un comme l'autre à des heures appropriées glisseront un œil.

Et les grèves des uns, comme les mutineries des autres reviennent. Le grand coupable c'est l'information qui est le plus puissant facteur de l'évolution.

Les anarchistes ont beaucoup écrit sur les prisons, qu'ils ont souvent peuplées ! Mais rien de ce qu'ils ont dit est définitif ! La seule certitude c'est que la prison est le fruit d'un tronç qui est pourri. Les hommes tous les hommes qui peuplent les prisons, même s'ils sont coupables devant la loi pour les uns ou coupables devant notre conscience pour les autres, sont « subjectivement innocents » des maux engendrés par des structures économiques et morales. Un seul espoir, un changement qui à partir d'une économie différente, créera des rapports différents entre les hommes, une morale différente et qui en fin de compte, peut-être, transformera la délinquance sans justification en une opération médicale.

## communiqué

A la suite des incidents survenus lors de l'expulsion de Monsieur Mitterrand, la Fédération Anarchiste a été mise en cause, comme responsable des violences commises sur la personne du candidat présidentiel de la gauche.

La Fédération Anarchiste dément violemment cette accusation et se désolidarise de ces brutalités qui n'ont rien à voir avec des méthodes libertaires.

Cependant, la présence de celui qui fit assassiner le déserteur Yvetot pendant la guerre d'Algérie, de celui qui continue aujourd'hui à défendre l'armée, de ce politicien récupérateur des luttes à la base, nous est apparu comme une provocation dans la manifestation pacifiste et populaire du Larzac.

La Fédération Anarchiste dénonce avec les paysans causeurs toutes provocations, violente ou récupératrice, qui ne peut qu'entraver leur action, action dont nous sommes pleinement solidaires.

Fédération Anarchiste

A paraître début octobre

LA RUE n° 18

des études de J. Barru, R. Bosdeveix, J. Duteil, M. Joyeux, F. Travelet, etc.

et plusieurs nouvelles littéraires  
En vente à la librairie Publico.

MUTINERIE A MONTLUC

Par Maurice Joyeux  
Editions LA RUE  
PRIX 18 F  
en vente à Publico

COLLOQUES - DEBATS

Le samedi après-midi à 17 h 30 au local du groupe Louise Michel 10, rue Robert Planquette PARIS 18<sup>e</sup>

métro : Blanche ou Abbesses

— Samedi 21 septembre : Les prisons par Maurice JOYEUX

— Samedi 28 Septembre : La C.F. D.T. et la Sociale Démocratie par l'Alliance syndicaliste

Le directeur de la publication Maurice Laisant  
Imprimerie du Marais - 272-10-56

16, rue chapon, 75003 Paris  
Diffusion S.A.E.M.  
Transports Presse  
Commission paritaire, N° 55635  
Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 1974

## du fascisme à la démocratie ?

Au Portugal si le fascisme tomba en 1974 et pas avant, ou après, il faut tenir compte sans nul doute de l'évolution du mécontentement des officiers et cadres moyens de l'armée, assujettis à de successives commissions de service, accablantes et prolongées, relatives à la guerre d'outre-mer.

C'était aussi l'idéologie libérale en progression dans les classes moyennes de la société (auxquelles ces officiers appartenaient), qui aspiraient au développement économique avec l'augmentation correspondante de leurs opportunités de « situation ».

Une bourgeoisie industrielle, veut reconstruire au Portugal le scénario politique, des pseudo-démocraties européennes sans doute, « plus apte selon eux, qu'un régime fasciste désuet qui s'essouffait dans son borborygme de guerres coloniales » : à préserver et continuer une économie de classes, qui ne demande qu'à être mise au goût du jour c'est-à-dire transposée dans une nouvelle situation d'ordre politique et sociale, qui permettra de continuer l'exploitation de l'homme par l'homme mais avec plus de douceur, ce qui semble plus en rapport avec les nécessités de l'économie moderne.

C'est en comprenant qu'il était plus habile d'exploiter les peuples en leur donnant l'illusion qu'ils auront un rôle à jouer dans leur devenir que le mouvement des capitaines a renversé le fascisme pour préparer la démocratie au Portugal.

La question qui peut se poser sur le Portugal d'aujourd'hui est la suivante.

L'Histoire, va-t-elle reprendre son cours habituel ? Le peuple travailleur va-t-il, dans les villes et dans les campagnes, continuer à être salarié, exploité, fiscalisé, emprisonné, assassiné ? Si oui, aurons-nous un intérêt véritable, à nous demander sous quelle couleur l'éternel oppresseur ira manier son instrument le plus précieux, l'Etat ?

Le peuple du Portugal se méfie de la politique. Il en a eu assez avec le fascisme, étant devenu sceptique il a mûri pendant sa profonde et longue souffrance. « Les mouches changent, le monde reste le même ».

Bien sûr ! le Portugais, comme le Français, sera envoyé aux urnes. Le programme du « Mouvement de l'Armée » prévoit :

- dans une année, élections pour une Assemblée constituante ;
- Plus tard, le plébiscite pour approuver, ou non, la nouvelle constitution ;
- Tout après, les élections pour le premier gouvernement « légal ».

... et ainsi, successivement, sans cesse...

Le peuple ira-t-il au piège ? Pour nous, anarchistes, la révolution, c'est la transformation sociale, laquelle ne dépendant que du niveau de conscience de la classe la plus nombreuse. Dans quelles associations se manifeste la volonté de classes des travailleurs autrement que dans leurs syndicats ?

Or, les syndicats, comme d'ailleurs toutes activités publiques, ont été assiégés par les actions opportunistes, communistes en premier.

Mais le P.C. portugais (intellectuels, etc.) est très loin encore de contrôler les organisations ouvrières, prouvé en est qu'il a condamné presque toutes les grèves, très nombreuses, parce qu'il n'a pu en retirer de bénéfice.

Les mouvements « gauchistes » il y en a aussi, la LTC le MNPP sont les plus connus (1). Ils ne réussiront jamais à pénétrer les masses, puisque personne ne les prend au sérieux.

Le Parti Socialiste, doit beaucoup à son chef, Mario Soares, très connu, mais il laisse le peuple indifférent. Le P.S. c'est le parti des classes moyennes de la société.

Les autres partis (il y en a une ou deux douzaines...) ne sont guère connus, excepté le Populaire Démocratique dont le chef Sà Carneiro était le leader de l'opposition libérale dans le fascisme.

Le mouvement ouvrier se fout des partis, il s'est manifesté par de nombreuses grèves, dont la grève des pêcheurs du Nord qui a duré plusieurs semaines. De ces nombreuses grèves enregistrées, toutes, sans exception, ont les caractères suivants :

- Etre nommées de « sauvages » puisqu'elles n'étaient pas dirigées par les syndicats.
- La participation à presque 100%, avec permanence au lieu de travail.
- Le contenu des revendications, qui étaient, dans l'ordre d'importance que leurs attribuaient les travailleurs :
  - 1° Renvoi des administrateurs et cadres fascistes dans les entreprises et services.
  - 2° Réforme de la structure interne de l'entreprise pour accroître la production et en assurer le contrôle par les travailleurs.
  - 3° Augmentation des salaires.

Des travailleurs plus conscients ont animé ces grèves, en s'organisant dans des commissions « pro-syndicat », mobilisant la presque totalité des travailleurs dans les réunions, et, dans l'action. Ils revendiquent les « syndicats libres » ; rejettent toute influence des partis, dénoncent le dirigisme anti-démocratique des n'ayant-rien-fait dès que l'occasion s'y prêtait.

L'opinion et la presse bourgeoises, orient au désastre économique (le sien), mais ne trouvent nulle part un accueil très chaud dans l'opinion populaire ; celle-ci, intimidée ou non, se divise.

Le gouvernement provisoire, dominé par la « Junte militaire », a déjà laissé échapper les premières mesures répressives, toutes froides dans la chaude liberté dont on jouissait :

- Défense aux fonctionnaires de l'Etat de retourner les services et d'ignorer les hiérarchies.

# Marini : 12 ans de prison

« Au nom du peuple italien, Giovanni Marini est condamné à 12 ans de prison et à 3 ans de liberté surveillée pour avoir tué le fasciste Falvella ! C'est d'une voie mal assurée que le président Fiegga lut le verdict de la cour d'assises de Vallo della Lucania, le 11 Juillet à 7 heures du matin.

Il n'a pas fallu moins de 10 heures de chambre de conseil pour que la Cour prenne sa décision (à moins qu'ils ne jouaient aux cartes ?), ce qui est étonnant car elle n'a fait que reprendre la thèse d'Alfinito, le camarade de Falvella.

En fait aucun fait nouveau ne s'était produit avant l'audience du 18 Juin. Ce jour-là on fit la lecture d'une lettre adressée au président de la cour, par Gianni Landi, et dans laquelle il affirmait avoir la certitude que le coupable de la mort du fasciste était Scariati. (cf. M.L. de mai 74) Il expliquait les raisons aussi qu'il poussèrent à témoigner si tardivement. La Cour demanda donc la suspension de la séance pour un complément d'informations. Ce fut ce jour-là aussi que la thèse de la partie civile comme quel le pauvre Falvella était presque aveugle (!) tomba lamentablement, après la déposition de l'expert oculiste. La mère du fasciste protesta (auparavant elle s'était écriée : « J'ai donné un fils à la patrie ! », et un camarade lui répondit qu'après tout, ce n'était qu'un fasciste. Il fut tout de suite expulsé, traîné au dehors où il fut tabassé par les carabinieri. Un camarade se précipita dans la salle pour nous prévenir. Il fut lui

— Défense d'inviter, dans la presse, à la grève et à la désertion de l'armée. Etc.

Le Portugal serait-il un jour véritablement nouveau ? Je ne sais pas. Ce que je sais, c'est qu'il ne pourra jamais l'être sans une présence anarchiste, active, militante, poussant le mouvement ouvrier et populaire, à ses dernières conséquences. L'abolition du salariat, la gestion directe du travail libre, la société libertaire avec des producteurs mais sans propriétaires !

Dans ces derniers mois, si j'ai trouvé de nombreux sympathisants anarchistes, je n'ai pas pu trouver assez de militants anarchistes.

Il faut transformer les sympathisants en des militants actifs de notre mouvement.

Nous pourrions alors, aller au peuple, avec nos journaux, notre parole et notre exemple.

Il faut le faire maintenant, dans cette transition politique quand le pouvoir de l'Etat n'est pas encore organisé. Quand la répression reviendra, la transformation sociale devra être en train de marcher avec notre mouvement solidement ancré au peuple ; notre idéal présent dans la conscience des travailleurs, lumière d'une humanité enfin libérée.

MANUEL

- 1) Ligue internationale communiste. Mouvement de réorganisation du parti prolétaire

aussi traîné et tabassé. Après 5 jours de prison et une inculpation de violences à l'officier, ils reçurent l'ordre de quitter Vallo della Lucania.

Après cette journée orageuse, les audiences ne reprirent que le 25 juin. Dans une lettre, Scariati faisait savoir qu'il poursuivait Landi pour diffamation, quant à la défense, elle réussit à faire inscrire au dossier un exemplaire du journal « la Nation » où était reproduit un discours d'Almirante où il invitait ses camarades à l'affrontement direct avec leurs opposants politiques et en soulignant que par « affrontement direct » il entendait aussi « affrontement physique ».

Le 27 juin, on a pu (enfin !) entendre Di Falco, « libéral indépendant » et conseiller communal sur les listes du MSI. C'est lui qui conduisit Falvella à l'hôpital, et déclarait : « Avant ces derniers jours, je n'ai jamais su que l'on me cherchait pour témoigner », alors que tous les journaux en 72 en avaient parlé !

Les jours suivants, on assista aux plaidoiries de la partie civile. Les avocats fascistes furent très drôles. On apprit que le pauvre Falvella était un enfant studieux, intelligent, éduqué alors que Marini, cet individu ne réussit à avoir un diplôme qu'à 23 ans, et vu son incapacité n'a même pas réussi à trouver un travail ! Et ainsi de suite...

Marini, les jours suivants, fit savoir qu'il ne se présenterait plus dans la salle du tribunal, jusqu'à la fin des plaidoiries des avocats De Marsico et Gassani, vu le passé de ces deux « messieurs » et leurs constantes provocations. De Marsico alla jusqu'à rappeler avec satisfaction un procès de 1925 à Ancona où il réussit à faire condamner des anarchistes, « victimes de la néfaste influence de Malatesta ».

Ensuite, ce fut les plaidoiries de la défense. Les avocats de Marini s'efforcèrent de reconstituer la soirée du 7 juillet, minute par minute, en prouvant que ce ne pouvait être Marini qui blessa mortellement Falvella. A la fin des débats, le procureur général demanda 18 ans d'emprisonnement pour Marini, 1 an pour Mastrogianni et Alfinito.

A la fin des débats, le procureur général Zarra, calquant sa thèse sur celle des fascistes, nous apprit que les anarchistes furent les agresseurs, qu'eux seuls étaient armés, et que ce fut même Marini qui blessa son camarade Mastrogianni. En conséquence, il demandait 18 ans de prison pour Marini, (rixé et homicide volontaire), 1 an pour Mastrogianni et Alfinito.

Le 10 juillet au soir la Cour se retira, et le 11, la sentence est lue. 12 ans de prison pour Marini, rien pour Mastrogianni et Alfinito. L'atténuation de la peine est due au fait que la Cour a reconnu qu'il y avait eu provocation fasciste, mais en même temps, elle accuse Marini d'homicide volontaire et non de légitime défense !

Marini a écouté la sentence, et a rompu le silence qui était tombé

sur la salle du tribunal en disant « Camarades partisans, vous n'êtes pas morts en vain ! », le public compressé par un important déploiement de carabinieri entonne alors avec lui l'hymne des partisans. De Marsico devant ce spectacle semblait bien mal à l'aise ! Marini fut emporté au dehors. Les camarades formèrent un cortège et se dispersèrent plus tard sans l'intervention des forces de police. Un peu partout en Italie, se formèrent des manifestations à la nouvelle de la condamnation.

Marini était tout tout de suite envoyé à la prison de Potenza, où il fut mis en isolement. Actuellement, grâce à l'intervention de ses avocats, il se trouve dans une cellule « normale ». Entre-temps, nous avons appris que, dans la cellule disciplinaire, il avait trouvé une corde pendant d'un tube, près du sofa. Ce qu'on voulait lui suggérer par cela était fort clair !

Alors qu'on essaie de « suicider » Marini, le système démocratique essaie de sauver la face en intentant un procès au directeur, au médecin, au maréchal des agents et à d'autres personnes de la prison de Caltanissetta où Marini, en août 73, fut lié au lit dans une espèce de cage de tigre vietnamienne, à 15 m du sol, procès bien sur qui n'aura aucune suite.

Quant au procureur général Zarra, il a demandé la réouverture de l'Instruction contre Scariati. Cet acte comporterait l'annulation du procès qui vient juste de se terminer. Il est étonnant comment ce personnage peut, à volonté, ouvrir et fermer une instruction !

Maintenant que le procès est fini, nous devons tout mettre en œuvre pour que Marini soit au moins en liberté provisoire. Nous devons continuer à nous battre pour rompre le mur du silence que l'Etat voudrait élever sur ce procès, démasquer le contenu politique de la condamnation.

Pour tous les antifascistes, la lutte continue.

**Informations Internationales**  
Nous remercions les camarades d'UMANITA NOVA, de « A », ainsi que notre correspondant Guiseppa Galzerano pour les informations reçues.

## communiqué

Le juge Alain Bernard lâche du lest

Les 4 inculpés Anne Urtubia, Anne Plazen, Danièle Haas et Pierre Guibert, incarcérés depuis le 22 mai, sont libérés faute de preuves. Rappelons qu'il reste sept personnes emprisonnées contre qui les présomptions sont tout aussi fragiles.

Pour tous renseignements s'adresser au M.L. qui transmettra au Comité de défense des inculpés de l'affaire Suarez.

## dans les ports et docks

Le conflit de la SOLMER, purement local en apparence, mais intéressant tous les ports de France, (voir M.L. précédents) n'a pas été depuis huit mois la seule cause de mobilisation des dockers. Les revendications salariales, de rattrapage du coût de la vie sont venues s'y ajouter.

Pourtant, il semble que l'attitude de la SOLMER conditionne la situation actuelle. En effet, après avoir négocié laborieusement un protocole d'accord, les représentants de cette dernière, au moment de la signature, posèrent de nouvelles conditions réduisant à néant tout le travail élaboré.

Lorsque l'on connaît les accointances de la puissance financière qui contrôle cette entreprise avec le pouvoir, on ne peut laisser d'être inquiet pour l'avenir, et pas seulement à cause de la campagne, par certains côtés traditionnelle, entreprise dans la presse spécialisée et d'information, ni à cause de la menace du « surfret » (taxe de 10% sur les opérations dans les ports français tant que le conflit ne sera pas résolu).

En fait, toutes ces menaces tombent dans une indifférence relative due paradoxalement à l'actuelle crise économique.

La nouvelle économie politique de l'Etat français encourageant les exportations au détriment de la consommation intérieure, a gonflé le volume de travail sur les ports dans des proportions importantes.

Cela a amené les employeurs de main-d'œuvre à demander dans les réunions paritaires une augmentation d'effectifs que les syndicats, parfaitement conscients de la fragilité économique face à la concurrence internationale, veulent limiter au maximum.

Dans le début juin, les patrons, se sentant forts, ont remis sur le tapis le projet de mensualisation d'une partie de leur personnel ; ce qui souligne une fois de plus les palinodies de certains d'entre eux « navrés » de l'intransigeance de la SOLMER.

A cause de cela, depuis le 10 juin, la lutte s'est intensifiée.

Pour éviter les illusions répandues par certains, disons que la gauche au gouvernement n'aurait pas changé grand-chose à la situation.

C'est sous le gouvernement WILSON que les dockers anglais ont perdu l'équivalent britannique du statut des dockers et il ne semble pas que WILSON, revenu au pouvoir, change sa décision.

Les travailleurs des ports rhénans, l'an dernier, ont soutenu eux aussi des luttes très dures pour la défense de leurs conditions de travail.

Ainsi, d'une manière générale, l'offensive actuelle du patronat français n'est pas isolée, mais a un caractère européen sur lequel je reviendrai dans un prochain article.

L. EUSTETE

## Nixon, go home !

Les scandales lorsqu'ils éclatent ont au moins un mérite : celui de mettre en évidence les immondes bassesses des notabilités investies des plus hautes responsabilités confiées par l'ensemble des citoyens civilement majeurs (intellectuellement moins), la preuve en est. Ainsi l'affaire du Watergate n'est certainement qu'une des malencontreuses erreurs de parcours, importantes sans aucun doute mais probablement de faible envergure par rapport à d'autres tripatouillages qui ont cours dans les mœurs de la faune politico-économique qui nous exploite. A la différence que, aux Etats-Unis d'Amérique, les petits plombiers de l'écoute téléphonique et les affaires immobilières à la française prennent des proportions à la mesure, ou plutôt à la démesure, du Nouveau Continent. Nixon, conquérant assoiffé d'un pouvoir que l'établissement lui accorda avec peine, vient par son implication dans le Watergate de payer les frais de son ascension difficile dans les hauts lieux de la politique. Les allées du pouvoir restent semées d'embûches dont les alliances, concessions et compromissions constituent les obstacles à franchir.

Oui, en France nous avons bien aussi quelques plombiers. Demandez au « Canard » ils connaissent, quelques châteaux (et routes nationales passant à proximité) refaits, voyez Chirac, mais la comparaison paraît minable avec les gars du bâtiment œuvrant au siège du parti démocrate ou bien les aménagements de la villa à San Clemente. Chacun connaît le peu d'honorabilité financière que possèdent les

politiciens et en particulier Nixon qui s'essaya dans la manipulation des fonds de son comité électoral et dans la distraction au Trésor d'une partie de ses revenus. Nous vous laissons le soin d'imaginer les proportions de ces détournements. Qui ne connaît de telles pratiques ? Qui, depuis ces dernières années, n'a pas encore en mémoire quelques noms de personnalités de notre peu reluisant monde politique français ?

Mais revenons à l'affaire Nixon et à un enregistrement de celui-ci avec son conseiller juridique. Et vous penserez sans doute qu'après tout le magnétophone reste une belle invention !

**Nixon** - Il faut peut-être un gang pour faire ça. Vous avez besoin de combien d'argent ?

**Dean** - Ces gens vont nous coûter un million de dollars.

**Nixon** - Question argent, c'est faisable. Vous pouvez avoir un million de dollars cash. Je sais où les trouver.

Ce dialogue n'a rien à envier à celui de truands de grande classe. Hormis quelques puritains ou braves naïfs qui se font encore de belles idées sur l'autorité gouvernementale en ce bas monde, qui s'en étonnerait ? En tout cas, pas nous.

Le dénouement de ce scandale a permis la mise en valeur de deux éléments de puissance dans la société capitaliste moderne. D'une part, l'importance et le rôle irrem-

## les vacances s'achèvent et on retrouve les mêmes problèmes là où on les avait laissés

Il fut un temps où les vacances étaient considérées comme une trêve sociale : pendant que les travailleurs se faisaient bronzer sur la Côte, les patrons avaient la paix. Malheureusement pour eux, c'est de moins en moins vrai. L'été 1973 a vu se développer la victorieuse lutte des « LIP », et cette année plusieurs mouvements revendicatifs ont troublé le sommeil des patrons et des dirigeants politiques (entre autres conflits : l'O.R.T.F., le paquebot FRANCE, les manifestations paysannes, les émeutes dans les prisons etc.).

Où en sommes nous après quatre mois de gouvernement Giscard ?

Il règne un malaise chez les travailleurs. Ils sentent bien que les élections de mai n'ont pas apporté de solution à la crise économique française, et ils savent également que ce sont eux qui vont faire les frais de la politique d'austérité décrétée en haut lieu.

A gauche, quoi de nouveau ? Ben ! pas grand-chose : on racle, on recrute et on compte ses effectifs.

Côté syndicats, c'est déjà plus intéressant : on envisage des actions de grande envergure. Le flirt CGT/CFDT semble survivre à la période estivale, et on a droit à de grandes déclarations communes des deux centrales qui partent sur le « sentier de la grève » con-

tre les méchants patrons et les vilains... comités de grève. On pouvait lire en effet dans un communiqué CGT/CFDT du 24-7-74 : «...L'action (revendicative de masse) s'engage à partir des revendications, dans des conditions et selon les modalités décidées par l'ensemble des travailleurs, sous la responsabilité des organisations syndicales.»

Un peu plus loin, il était précisé : «... Il appartient aux organisations syndicales concernées de prendre les décisions appropriées au moment opportun et au niveau nécessaire.»

Encore plus loin, et pour être tout à fait clair : «... Une telle pratique rejette toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes. Elle refuse toute manipulation des délibérations collectives et récuse les comités antisyndicaux irresponsables.»

Les deux confédérations s'opposent à tous les courants qui, de diverse manière, cherchent à éloigner les travailleurs de l'organisation syndicale.»

Bref, si on annonce que l'automne sera chaud pour les patrons, il semble qu'il le sera aussi pour les « comités de grève » de tout poil.

Pourquoi cette déclaration de guerre ? Il semble que les syndicats n'aient pas apprécié le rôle tenu par ces comités

pendant la grève des banques. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Il est exact que de nombreux comités de grève soient manipulés par de minipartisans (mais à ce sujet, la CGT ferait peut-être mieux de faire le ménage chez elle. Il est vrai que le PCF est considéré comme étant, lui, tout à fait « responsable » !).

Par contre, on peut constater que, dans de nombreuses grèves, ces comités ont suppléé à la carence de la section syndicale d'entreprise ; soit que celle-ci n'existait pas, soit qu'elle était animée, comme c'est malheureusement souvent le cas par une équipe de réformistes-bureaucrates.

S'il est normal pour un militant syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste de se montrer vigilant vis-à-vis de tout comité de grève, il peut, il a le devoir d'aider ce comité dans la mesure où ce dernier traduit réellement les aspirations des travailleurs, tout comme il a le devoir de dénoncer les (trop) nombreux syndicalistes qui bafoient quotidiennement la confiance que leur accordent ces mêmes travailleurs.

Il faut espérer que si de grands mouvements se déclenchent en octobre dans le monde ouvrier, les syndicats ne seront pas comme en avril-mai 74 un frein aux luttes de la classe ouvrière, mais un instrument de combat, réellement au service de cette classe.

Guy E. Bernet-Rolland

plaçable des moyens d'information et, d'autre part, le poids d'un Etat aux structures hiérarchisées et pyramidales, contrôlé par un ou quelques personnages permettant et justifiant tous les excès possibles. Le premier élément a dévoilé le second. C'est là une réalité intéressante qui démontre si besoin est combien les organes de presse, lorsqu'ils sont indépendants des pouvoirs, ont un rôle fondamental qui fait d'eux une sorte de contre-pouvoir. Nixon a sous-estimé cette force qui, d'ailleurs, ne fut jamais très tendre pour lui, et cela semble stupéfiant quand on sait que le plus profond désir des hommes au pouvoir a été et reste la domestication de la presse.

Partie mal jouée, pari perdu. Telle restera la morale de l'histoire alors que les causes qui dépassent l'homme, les hommes impliqués, restent toujours en place, latentes, prêtes à resurgir dans ce monde fait de structures et de principes sclérosés et spoliateurs.

Roland Bosdevelx.

## pari sur l'avenir

Pour les partis et mouvements qui se réclament de la pensée de Marx et de Lénine, qu'ils soient orthodoxes ou gauchisants, la lutte antimilitariste se limite toujours à une dénonciation plus ou moins radicale de l'armée « bourgeoise ».

Ces hommes et ces femmes, qui souhaitent l'avènement d'une société nouvelle, enfin débarrassée de l'exploitation sous toutes ses formes, ne sont pas hostiles, tout au contraire, à user de moyens violents pour y parvenir et le programme des sectes trotskistes notamment, comporte le « droit à l'instruction militaire » et l'apprentissage de la guerre civile pour le prolétariat. Toutes ces belles réjouissances promises dans l'ordre et la discipline, bien entendu.

Aux yeux des communistes totalitaires, les pacifistes, les ob-

jecteurs de conscience, les insoumis, ne sont que des résignés, des désespérés, ou encore des petits-bourgeois naïfs, des intellectuels contestataires qu'il faudra mettre au pas au lendemain du grand soir. J'en déduis donc que, lorsque ces messieurs s'opposent — timidement — à la répression dont sont victimes les partisans de la Paix, ils ne se sentent pas vraiment solidaires de ces hommes qui préfèrent aller en prison plutôt que d'endosser l'uniforme du tueur légal.

L'antimilitarisme n'est pas une philosophie de renoncement ; c'est un choix clair, un pari sans équivoque sur l'avenir ; ou les armées seront détruites à jamais, ou nous mourrons idiots sous des tonnes de bombes.

Bernard Lanza.